

LES REPONSES ECOLOGISTES à l'extrême droite

Coopération et Solidarité

Le nombre de voix et le pourcentage obtenus par le front national le 22 avril dans le Nord-Pas de Calais sont plus élevés que jamais, le plaçant quasiment au niveau de l'UMP, donc au rang de 2^e force politique de la région.

Sans haine mais avec inquiétude, nous choisissons de répondre sur le fond aux propositions du front national. Pourquoi avec inquiétude ? Car nous savons ce qu'est réellement le FN, pour le cotoyer au Conseil régional.

Après avoir posé les données et les avoir analysées, nous afficherons ce qu'est la réalité du FN au niveau de l'institution régionale : qui sont-ils, quelles positions prennent-ils au moment des choix régionaux ?

Ensuite nous déconstruirons leur programme sur l'immigration, l'écologie, l'économie et mettrons en regard les positions des écologistes.

La société de demain vue des écologistes n'est pas celle proposée par le front national. Sur l'essentiel, nous pensons que la coopération est une des clés fondamentales du XXI^e siècle, alors que le système FN vise à une compétition entre des français repliés sur eux-mêmes et le reste du monde.

Cette coopération, elle s'outille des échanges internationaux, des échanges culturels, des initiatives citoyennes locales, sur nos territoires. Au Conseil régional, concrètement, le FN vote contre quasiment tout projet de ce type.

Sommaire :

Page 2 : le FN dans la région
Page 3 : le FN au Conseil régional
Pages 4 & 5 : l'immigration
Pages 6 & 7 : l'écologie
Page 8 : l'économie et le social

Imaginons-nous pouvoir sortir des crises écologique, financière, économiques seuls et arrogants ?

Non, les solutions au réchauffement climatique, à la fin du pétrole bon marché, à la disparition de la biodiversité, nous ne les trouverons pas en fermant nos frontières.

L'emploi des habitants du Nord Pas de Calais n'est pas volé par des immigrés, il est détruit par un système économique à bout de souffle. Nous le savons bien, nous qui vivons ici, que ce ne sont pas les immigrés qui ont fermé les puits de mine, qui ont délocalisé le textile, puis maintenant l'industrie automobile.

Le programme économique du FN: ultra-libéral en 2007, et en 2012 une « reprise en main par l'état » des grandes entreprises. Bref, à part jeter dehors les immigrés et fermer les frontières, pas de solutions. Pourra-t-il recréer des entreprises nationalisées pour en faire des entreprises concurrentielles au niveau mondial tout en fermant nos frontières ?

Notre choix est celui d'une écologie sociale. Nous investirons plus dans les PME sur nos territoires, dans les services publics, dans les services à la personne, dans l'agriculture de proximité, dans les énergies renouvelables de proximité, pour créer de l'emploi local. Penser grand, orgueilleux et fragile, ou à taille humaine, utile et solide ?



Groupe des élu-e-s écologistes
au Conseil régional Nord Pas de Calais

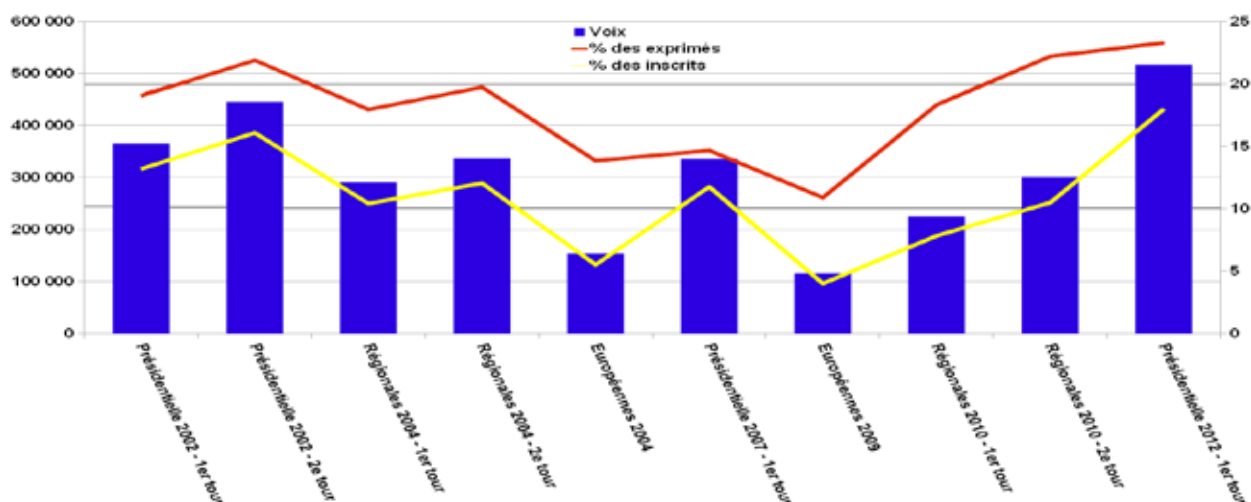
Encore plus d'informations sur
notre site :

<http://antifn.eelv.fr>



Le front national dans notre région : l'enracinement ?

Evolution du Vote FN en région NPdC



Le 22 avril 2012, Marine Le Pen a battu dans la région le record que son père avait établi le 5 mai 2002, franchissant pour la première fois la barre symbolique du **demi-million de suffrages**.

Avec 517 115 voix (23,29%), le front national, troisième, n'est devancé par l'UMP (23,62%) que de 7 231 voix. Entre 2007 et 2012, Nicolas Sarkozy a perdu environ 115 000 voix dans la région quand Marine Le Pen en gagnait 200 000.

La montée du front national est d'abord de la **responsabilité de l'UMP**, qui a échoué à tenir les promesses de 2007: pouvoir d'achat, République irréprochable, et qui n'a pas cessé de légitimer l'idéologie frontiste: débat sur l'identité nationale, discours de Grenoble. L'élimination massive des candidats de la droite parlementaire aux dernières élections cantonales en est la plus flagrante

manifestation: 23 duels PS/FN au second tour sur les 78 cantons renouvelables du Nord et du Pas de Calais.

Mais cet enracinement du Front national dans le paysage politique régional est aussi la **responsabilité de la gauche** qui peine à se renouveler et à proposer des solutions innovantes tenant compte de la crise sociale et écologique. Les succès du Front national dans le Bassin minier en témoignent.

Dans le même temps, les bons résultats des écologistes aux élections européennes puis régionales prouvent que **de nombreux citoyens attendent l'émergence d'un nouveau modèle**. Si la présidentielle ne nous a pas réussi pour de multiples raisons: vote utile, bipolarisation, communication, elle n'hypothèque en rien la diffusion de notre discours, et sa pertinence en réponse au Front national.

Qui vote FN ?

Aux cantonales de 2011, 90% des cantons où le FN était présent au second tour ont un taux de chômage supérieur à la moyenne.

Dans le Nord Pas de Calais, le FN a essentiellement un électorat populaire, particulièrement affecté car il n'a pas l'impression de tirer profit des évolutions sociétales et économiques.

Ces électeurs se servent du vote FN comme d'un moyen d'exprimer leurs inquiétudes. Les personnes les plus pauvres s'abstiennent massivement, ce ne sont pas elles qui votent le Pen.

Ceux qui votent front national semblent avoir peur du **déclassement social: devenir eux-même les plus pauvres**.

La xénophobie contre ces « étrangers qui profitent » n'est que la conséquence de cette peur légitime du déclassement. Les vociférations et amalgames du Front national attisent les symptômes sans jamais traiter les causes.

L'exception roubaisienne

A Roubaix, Marine Le Pen a fait 4834 voix (15,6%)
 Au second tour de 2002 5947 voix (19,4%)
 Au premier tour de 1995 7210 voix (22,1%)

Le FN a perdu 2 400 voix sur Roubaix en quinze ans, alors que le nombre de votants est resté constant sur cette période, avec environ 70% de participation à l'élection présidentielle.

Le soutien aux associations qui promeuvent la citoyenneté, les campagnes pour l'inscription sur les listes électorales ou la lutte contre l'abstention semblent donc payer. A Roubaix, le thème de « l'islamisation rampante » qui a longtemps porté le vote FN ne paie plus : des mosquées se construisent en bonne entente, des liens se tissent entre représentants des différents cultes, un dialogue est né autour des valeurs de fraternité et de partage. Des initiatives y ont aussi porté leurs fruits, à l'image de « Nos Quartiers d'Été », portés par Majdouline Sbaï, vice-présidente EELV en charge de la Citoyenneté au Conseil régional.

Le front national au Conseil régional

13 élus en 1998, 16 en 2004, 22,2% au second tour et donc 18 élu-e-s depuis les élections régionales de 2010. Et 16 désormais puisque deux élus ont quitté le navire en cours de route.

Marine Le Pen, cumularde fantôme

Présidente du Front national, candidate à l'élection présidentielle de 2012, candidate aux législatives sur la 11e circonscription du Pas de Calais, députée européenne, conseillère municipale d'Hénin-Beaumont deux ans durant, Marine Le Pen jongle avec les mandats et les investitures. La loi l'a contrainte à abandonner l'un de ces trois mandats, elle a donc sacrifié le moins rentable : Hénin.

Autant dire qu'on ne voit que très rarement la châtelaine de Saint-Cloud au Conseil régional Nord Pas de Calais. Jean-François Caron ne l'a d'ailleurs jamais croisée en deux ans de travaux de la commission Transformation écologique et sociale de la région Nord Pas de Calais qu'il préside, la seule où elle est inscrite. La campagne présidentielle l'a encore plus éloignée de l'hémicycle. La dernière fois qu'on l'y a vue, c'était en décembre 2011 pour le vote du budget, entourée d'une horde de caméras. On le comprend, le quotidien des quatre millions d'habitants de la région n'a pas l'air de beaucoup préoccuper Madame Le Pen.

Le saute-mouton électoral, sport frontiste par excellence

Pour Marine Le Pen, passer d'un mandat à l'autre est la règle. Conseillère régionale du Nord Pas de Calais de 1998 à 2004, puis d'Ile-de-France de 2004 à 2010, à nouveau du Nord Pas de Calais depuis 2010. Conseillère municipale d'Hénin-Beaumont entre 2008 et 2011. Députée européenne d'Ile-de-France de 2004 à 2009, puis du Nord-Ouest depuis 2009. Un grand écart de 200 kilomètres donc : heureusement que la région a le TGV !

Jean-Richard Sulzer, tout droit parachuté de Paris Dauphine où il enseigne, s'est découvert des racines tourquennoises, pendant que Guy Cannie, ancien conseiller municipal roubaisien cherche une nouvelle terre de mission dans le Hainaut. Bruno Bilde, chef de cabinet de Marine Le Pen à Nanterre, s'est parachuté à Hénin-Beaumont, comme Freddy Baudrin qui était auparavant élu à Wingles avant de tenter l'aventure aux cantonales sur Lens Nord-Est en 2011.

L'hécatombe de 2010

Seuls deux des 16 conseillers régionaux FN élus en 2004 le sont toujours aujourd'hui, Steeve Briois étant le seul à effectuer un troisième mandat consécutif dans l'institution régionale. Sur les 14 restants, neuf sont passés au Parti de la France de Carl Lang.

Aujourd'hui comme hier, les élus frontistes sont plus préoccupés par leurs tensions internes et leurs

aventures électorales que par les politiques publiques régionales.

Les ralliés

Exclure à tour de bras oblige à puiser dans de nouveaux viviers pour reconstituer des troupes. Les régionales de 2010 ont donc vu le retour de Philippe Eymery, passé au MNR de Bruno Mégret après la scission de 1999, l'arrivée de Jean-Ricard Sulzer, un temps adhérent de l'UMP, tout comme Olivier Delbé qui a rendu sa carte en 2009 pour celle du FN.

L'exclu et le déçu

Jean-Marc Maurice a été condamné le 26 mai 2011 à un an de prison ferme pour abus de biens sociaux et dissimulation d'activité, décision dont il a fait appel. Il comparaisait devant le tribunal correctionnel d'Arras pour « banqueroute, détournement ou dissimulation d'actif », « abus de biens ou du crédit d'une SARL par un gérant à des fins personnelles » et « exécution de travail dissimulé », dans sa gestion d'un magasin de discount à Raillencourt-Sainte-Olle, près de Cambrai. Jean-Marc Maurice était déjà interdit de gestion compte-tenu de ces antécédents judiciaires.

Cela n'a pas empêché le Front national de le placer en position éligible sur la liste des régionales. Mais l'affaire devenant gênante, il a donc rejoint le banc des non-inscrits, ce qui ne l'empêche pas de déjeuner avec ses « anciens » amis lors des séances plénières.

Paul Lamoitier détient le titre de plus gros fournisseur de viande halal de la région Nord Pas de Calais. On se souvient encore dans l'institution des cris d'orfraie de Madame Le Pen en commission permanente du 8 novembre 2010 pour dénoncer l'attribution d'une subvention à une boucherie Halal de Carvin dont l'objectif visait à moderniser l'outil de production en créant 29 emplois. A l'époque, elle s'était autorisée à instrumentaliser ce dossier à des fins politiciennes en agitant le spectre d'une « islamisation » de la société française.

Si Paul Lamoitier n'a pas été exclu, probablement est-ce lié à son réseau d'amitiés auprès de quelques maires du Pas de Calais, utile quand on est en quête de parrainages pour la présidentielle. Il a cependant fini par partir de lui-même le 29 février 2012. Dans un article à la Voix du Nord en avril dernier, il explique : « Le hallal [Marine Le Pen] n'en a rien à faire ! D'ailleurs, curieusement, la viande casher ne semble pas la gêner, alors que l'abattage est le même que pour le hallal, et que seules les parties avants de la bête sont utilisés, le reste repartant dans le circuit normal... Mais non, parce que tout ce qui l'intéresse, c'est de pouvoir remettre sur la table le sujet de l'immigration ! », avant de fustiger la « vision étriquée » de Marine Le Pen, la gestion « approximative » d'un appareil frontiste devenu, selon lui, de plus en plus « clanique » et « pyramidal », où la parole a été « confisquée ».

Immigration

Les enjeux

- ⇒ Ne pas se laisser entrainer par la stratégie médiatique du FN, mais aussi ne pas leur laisser le champ libre sur un sujet qui préoccupe les Français.
- ⇒ Mettre en évidence les mensonges, fantasmes et instrumentalisations du discours simpliste du Front national sur l'immigration.
- ⇒ Pointer les contradictions du discours du FN, notamment sur la coopération internationale et le co-développement.
- ⇒ Apporter une réponse écologiste claire

La mise en débat de l'immigration

D'une immigration de travail à une immigration familiale

Les Trente Glorieuses amènent l'arrivée massive de travailleurs immigrés comme appoint temporaire de main d'oeuvre nécessaire à la reconstruction, dans un contexte de plein emploi. La fin de cette période remet en cause cette immigration et en 1972, la régularisation automatique des travailleurs est abrogée.

En 1976 est promulguée la loi sur le regroupement familial, donnant la possibilité aux membres d'une famille séparée entre plusieurs pays de se retrouver. Entre 1972 et 1976, la France passe donc d'une immigration de travail à une immigration familiale.

Aujourd'hui, les titres de séjour délivrés concernent pour moitié le regroupement familial, devant les études, puis le travail.

La mise à l'agenda politique et médiatique

Depuis sa création en 1972 il présente l'immigration comme un problème, voire même comme : « le principal problème de la France »

Le discours anti-immigration n'est cependant pas nouveau : le PCF a longtemps dénoncé le recours à l'immigration dans l'industrie par le patronat pour se fournir en main d'oeuvre précaire et ainsi peser à la baisse sur les salaires.

Le RPR a lui longtemps dénoncé les profiteurs de l'Etat-providence français sur les allocations familiales notamment, créant la thématique de l'assistantat et des « pompes aspirantes ».

La différence majeure est que le FN a toujours fait de l'immigration sa grande priorité, et a réussi à l'imposer comme un débat incontournable médiatiquement et politiquement, en diffusant certains éléments de langage.

Claude Guéant, UMP, déclare ainsi le 17 mars 2011 « Les Français, à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux ».

Le FN est d'ailleurs conscient d'avoir imposé ce thème en vingt ans :

« Longtemps considérée comme tabou, la question des flux migratoires est désormais considérée comme centrale » (programme FN, 2007).

La stratégie est claire: réaffirmation permanente :

- avril 2007 : « l'immigration est le principal problème de la France »
- 2009 : Tract « l'immigration ruine la France », largement diffusé
- décembre 2010, A vous de juger (France 2) : « l'Europe est une passoire »
- 21 février, conférence de presse sur les « vrais chiffres » de l'immigration.
- mars 2011. Sur RTL le FN agite le chiffon rouge d'une submersion migratoire après le printemps arabe « Il faut repousser les migrants hors des eaux territoriales »
- 11 mars 2011, déplacement de Marine Le Pen à Lampedusa (île italienne entre Sicile et Tunisie).
- 11 septembre 2011, discours à Nice liant immigration et aggravation supposée des conséquences de la crise économique.

CESEDA

Le Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile regroupe depuis 2006 les dispositions législatives et réglementaires relatives au droit des étrangers. Ce code durcit les conditions d'entrée et de séjour des migrants sur le territoire français.

Surtout, ce code voit l'apparition d'un « délit de solidarité » (article L622-1 et suivants), étendant la répression contre les réseaux de « passeurs » et de trafics d'êtres humains à des fins lucratives (à l'image de la prostitution notamment) à toute personne venant en aide aux migrants en situation irrégulière.

Ce recul du droit s'inscrit dans une remise en cause du droit à la mobilité (article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948) : le droit de migrer, droit fondamental de l'être humain, est devenu en 30 ans un délit prétexte à des pratiques attentatoires aux droits de l'homme et à la dignité humaine.

Aide Médicale d'Etat

L'AME, d'un montant de 600 millions d'euro en 2010 pour 200 000 bénéficiaires est pointée comme étant l'une des « pompes aspirantes » de l'immigration en France, le FN est donc pour sa suppression, alors que l'UMP a instauré un droit d'accès de 30 euros. L'Etat a également restreint le droit au séjour pour soin.

Ces décisions sont des aberrations en matière de politique de santé publique car les maladies ignorent les frontières entre pays et entre étrangers et Français

Immigration choisie ?

L'idée d'une sélection des migrants sur des critères de manque de main d'oeuvre n'a pas prouvé son efficacité économique, et sociale, et est emprunt d'utilitarisme cynique.

Surtout, le « gain » de la sélectivité (un migrant = un emploi non pourvu) n'est que temporaire.



Sur le site des Eurodéputé-e-s
3 vidéos produites
par Hélène Flautre
pour déconstruire
les idées reçues
<http://europeecologie.eu>

L'immigration, principal problème de la France ?

« A la politique suicidaire d'une immigration sans frein et à l'ouverture inconsidérée de nos frontières à tous les dumpings sociaux, fiscaux et environnementaux, répondent en effet, comme autant d'échos, le déclin démographique de notre Peuple et la perte d'identité et de leurs racines pour bon nombre de nos compatriotes », préface du programme du FN de 2007. Les trois maux présumés de l'immigration en France

1- Les pompes aspirantes de l'Etat-providence (appels d'air) : les immigrés arriveraient massivement pour profiter du système social français : allocations chômage, familiales, retraites et AME notamment. Ainsi, le FN se permet l'équation « tant de chômeurs = autant d'immigrés à expulser », alors que les emplois ne sont pas homogènes. En bref, soit l'immigré profite du chômage, soit il vole l'emploi d'un Français.

2- L'insécurité : elle serait due essentiellement aux immigrés et enfants d'immigrés retranchés dans des zones de non-droit. Le FN associe le plus souvent délinquance et immigration dans une rhétorique guerrière : les immigrés d'aujourd'hui sont l'ennemi intérieur qui oeuvre à la dégradation de la France.

Les écolos : un monde sans frontières ?

Les écologistes considèrent autant le droit du sang que le droit du sol.

Le partage des valeurs et la volonté de construction d'un avenir commun est central et dépasse les considérations ethniques.

Nombre d'immigrés aiment la France, l'ont choisie.

Nos demandes :

⇒ La France, perpétuelle donneuse de leçons en matière de Droits de l'homme, doit cesser le saccage de droits humains, abroger la loi CESEDA et dépenaliser le séjour irrégulier.

⇒ Chaque reconduite à la frontière coûte 20790 euros à l'Etat. Nous entendons réinvestir cet argent dans une politique d'accueil et d'intégration des migrants: présomption de bonne volonté d'intégration.

3- L'identité nationale : l'idée d'une immigration qui viserait à terme une substitution de population en France via des «hordes de migrants» est née dès la loi sur le regroupement familial en 1976. Le regroupement familial avait comme objectif avoué de fixer les travailleurs migrants dont nous avons besoin.

Dans une logique ethnique, le FN rejette le droit du sol pour ne privilégier que le droit du sang. Le discours sur une immigration conçue comme une remise en cause de l'identité nationale française s'intensifie, notamment à travers le discours islamophobe.

Un fond de commerce populiste

Le «problème de l'immigration», est un prisme d'analyse de tous les événements et toutes les problématiques. «Le chômage est causé par l'immigration, le printemps arabe amène des hordes d'immigrés potentiels...». L'immigré est le bouc-émissaire de tous les maux de la société et subit donc une suspicion permanente sur intentions supposées. Alors que les politiques sont « tous pourris », les immigrés sont eux « tous des voleurs ».

Le FN ne fait pas de distinction entre les différents flux migratoires, au profit d'un discours simpliste fait d'amalgames.

⇒ Nous distinguons l'immigration volontaire (nomadisme, regroupement familial, études) de l'immigration forcée (traite, asile, migrations liées aux crises politiques, économiques, alimentaires, écologiques). Nous n'entendons pas contraindre l'immigration volontaire, mais agir pour traiter les 3 causes majeures de l'immigration forcée :

1- Le démantèlement des réseaux mafieux internationaux, et la lutte contre le blanchiment et les paradis fiscaux pour lutter contre la traite.

2- L'action diplomatique et les sanctions internationales en faveur des droits humains, et notamment le droit des minorités pour réduire l'asile.

3- Une autre approche des rapports Nord/Sud et une action en faveur du codéveloppement et de la coopération décentralisée pour réduire les disparités économiques, sociales et écologiques (migrants climatiques).

La vérité sur les chiffres

Le FN gonfle systématiquement les chiffres de l'immigration et use dans sa rhétorique de la menace d'une « submersion migratoire » qui conduirait à une faillite de la France. La réalité est tout autre.

Les étrangers coûtent au système social français 47,9 milliards d'euro en France et apportent 60,3, soit une contribution nette de 12,4 milliards ! Sans immigration, le système de retraites serait aujourd'hui au bord de l'explosion. (Chojnicki, Migrations et Protection sociale, 2010)

Sur l'emploi, seuls les immigrés africains sont en moyenne et à qualification égale plus bénéficiaires d'allocation chômage que les autres, ce qui est manifeste d'une discrimination. Toute chose égale par ailleurs, on choisit aujourd'hui plus facilement d'embaucher un immigré caucasien qu'un immigré arabe.

A l'école, à catégorie socio-professionnelle équivalente, les enfants d'immigrés réussissent même mieux !

Co-développement ?

Les attaques à l'encontre de sa solution miracle d'une politique dissuasive forte ont amené le front national à s'interroger sur la coopération internationale et l'aide au développement.

Le Front national entend donc favoriser la fixation des populations dans leurs pays d'origine par une aide au développement conditionnée et contrôlée, qui s'inscrit en réalité dans une dynamique coloniale (la métropole impose sa politique à une colonie) : « oui aux exportations françaises, oui à l'exploitation du sol, non aux migrants ».

Marine Le Pen accumule par ailleurs les contradictions.

Elle se déclare le 1er mars 2011 sur RTL pour « aider un certain nombre de pays pour fixer la population dans leur pays d'origine », et elle indique en plénière le 8 octobre 2010 au Conseil régional que « le FN est contre le développement de relations internationales, contre la coopération décentralisée ».

Ecologie et extrême droite

En matière d'écologie comme d'immigration, Marine Le Pen fait appel en permanence au « bon sens » pour légitimer ses constats et ses remèdes. Elle entend répondre aux politiques publiques des « technocrates » qu'elle juge absurdes et embrouillées. Ainsi le programme du Front national se revendique plus écolo que les écologues mais réduit l'écologie à une gestion du patrimoine paysager, qui consiste à laisser la place aussi propre en partant qu'on ne l'a trouvée en naissant.

La défense du patrimoine naturel

Au terme « biodiversité », le FN préfère celui de « patrimoine naturel », ce qui résume bien toute l'opposition conceptuelle entre l'idéologie frontiste et l'écologie politique. Pour le FN : « le respect des lois de la nature [...] participent de la défense de l'identité nationale » (programme 2012). Bref, si un arbre doit être protégé, c'est avant tout parce qu'il est Français. Alors que la nature ne connaît pas de frontières et que le métissage y est la règle, le FN entend au contraire la segmenter artificiellement et la rendre statique : on exalte la grandeur de nos montagnes, la beauté de nos paysages ruraux, la finesse de nos côtes. La logique frontiste ignore donc que ces paysages sont par essence éphémères et qu'ils sont un bien commun de l'humanité : préserver la biodiversité ça n'est pas figer la nature, c'est au contraire maintenir les conditions pour qu'elle puisse se renouveler, se recréer, et nous surprendre.

Le flou du programme : l'exemple de l'énergie

Il ne faut pas creuser longtemps le programme du Front national pour voir que l'écologie n'y est qu'un vernis très superficiel.

Sur l'énergie, le programme annonce l'objectif d'une sortie à terme du nucléaire, sans aucune indication sur l'échéance et la transition. Dans le même temps, sur les énergies renouvelables, le FN indique que « l'objectif est de couvrir à terme 10 à 15% de nos besoins énergétiques ». A terme ? Quand on sait que l'hydraulique, l'éolien, le photovoltaïque et la biomasse représentaient déjà 12,9% de la consommation finale d'énergie en 2010, et que la loi fixe comme objectif de parvenir à 23% en 2020, on s'interroge. Ce qui est présenté comme un objectif raisonnable, de « bon sens », est en réalité une régression brutale.

L'insoluble équation du Front national l'exemple de l'artificialisation des sols

Le FN souhaite donc réduire la souffrance animale en développant la chasse, sortir du nucléaire avec 15% d'énergies renouvelables. Plus généralement, les militants frontistes jonglent entre protection d'un patrimoine naturel magnifié et croissance économique soutenue par une énergie abondante et des règles environnementales assouplies. Tout cela ressemble à la quadrature du cercle. Dans un entretien au site internet Campagne en Nord, Eric

Dillies, conseil régional Nord Pas de Calais et secrétaire fédéral du FN de Flandre Métropole, décrit la journée type d'un citoyen qui vivrait sous la présidence de Marine Le Pen. Outre le cauchemar que cela représente pour quiconque est attaché à la liberté, l'entretien illustre des propositions contradictoires du programme du Front national, que l'on peut répartir en deux catégories :

Propositions «écologues»

- Une agriculture intégralement bio.
- Une production locale pour une consommation locale.
- La préservation des paysages (patrimoine naturel).

Propositions démagogues

- La baisse de la TIPP, et donc l'augmentation de la consommation de pétrole.
- La construction de nouvelles routes pour réduire les embouteillages.
- La destruction des « cités » remplacés par des pavillons de deux étages maximum.
- La construction de dix grandes villes à 150 kilomètres de Paris pour désengorger la capitale.
- La relance démographique par une politique nataliste : au 5e enfant, la maison est offerte

Or aujourd'hui, avec une démographie maîtrisée et un habitat urbain parfois très dense, 600 km² (la superficie de Lille Métropole) sont artificialisés chaque année en France, et donc pris aux terres agricoles et aux espaces naturels pour devenir des lotissements, des routes, des zones artisanales ou commerciales, etc. Et la progression des surfaces artificialisées est 4 fois plus rapide que la croissance démographique. A ce rythme, la France sera recouverte de bitume en 2500.

Le FN est donc pris en pleine crise schizophrénique : d'un côté le soutien à une démographie galopante que l'on étale sur le territoire (refus de l'habitat collectif) en toujours plus de lotissements, entourés de toujours plus de routes ; de l'autre de plus en plus de bouches à nourrir, mais en bio français, donc nécessitant d'au moins préserver les espaces agricoles existants. On ose à peine aborder la préservation du patrimoine naturel après ça.

Peut-être la solution du FN serait-elle de raser les 29% de forêts que compte la France métropolitaine ? C'est sûrement dans cette logique que le groupe Front national s'oppose au Conseil régional Nord Pas de Calais au Plan Forêt porté par Emmanuel Cau. On pouvait lire dans leur communiqué du 16 février 2011 : « Les résultats seront de toute manière lamentables, puisqu'une fois plantées les nouvelles forêts, on ne tardera certainement pas à les raser pour construire de nouvelles zones pavillonnaires ». Le double langage a de l'avenir.

Le discours écologiste de Marine Le Pen est donc une vaste supercherie. Comme le dit à juste titre Erwan Lecœur : « Elle met du vert sur du marron, et cela donne un motif militaire ».

Le grand écart électoraliste : l'exemple de la dignité animale

Le débat de fond intéresse peu le Front national qui se complait dans l'énumération de propositions vagues. Il est vain de chercher une cohérence dans ce discours qui ne vise qu'à atteindre un certain nombre de cibles électoralistes.

La thématique de la souffrance animale est en un bel exemple : d'un côté, Marine Le Pen entend défendre mieux que quiconque la dignité animale, forte du soutien de Brigitte Bardot. De l'autre on peut lire dans un communiqué de son conseiller politique à la Chasse Guillaume Vouzellaud : « Pour le renouveau de la chasse populaire, le 22 avril, chasseurs défendez-vous, votez Marine ! ».

Un tract de mars 2012 s'adresse spécifiquement aux chasseurs, et énonce : « [la chasse] permet de faire vivre dans la nature les valeurs de la tradition, du patrimoine, de l'écologie, de la liberté et de la responsabilité ». Il y dénonce « l'oukase des écolos » sur la chasse.

Ce qui intéresse Marine Le Pen chez l'animal, ça n'est pas l'entassement dans des hangars hors sol, pas plus que la chasse qui décime certaines espèces. Non, son intérêt se porte sur l'abattage, et plus particulièrement l'abattage rituel qualifié de barbare.

Le FN ne se préoccupe pas de réduire la souffrance animale mais cherche par ce thème à associer les musulmans à des tortionnaires d'animaux.

Le Groupe front national leur refuse toute subvention au Conseil régional

- La MRES (Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités), qui compte une centaine d'associations intervenant dans les domaines de la nature, de l'environnement (protection, sensibilisation, éducation), des solidarités et des droits de l'Homme.
- Le CERDD (Centre Ressource du Développement Durable), dont la mission est de promouvoir les dynamiques territoriales durables et de sensibiliser au développer durable dans la région Nord Pas de Calais.
- Le FN s'abstient ou s'oppose quasi systématiquement aux délibérations Environnement, et a même voté contre une évaluation de la lutte contre le changement climatique en février 2012 !

Quand Marine Le Pen confond OGM et hybride

Rarement une délibération du Conseil régional n'aura autant défrayé la chronique. Le 31 janvier 2011, Marine

Le Pen attaquait Jean-Louis Robillard, vice-président EELV sur les endives rouges, accusant la majorité de subventionner discrètement des OGM. Les écologistes du Nord Pas de Calais seraient donc à la solde de Monsanto, promoteur du gène Terminator ?

Rassurez-vous, la région Nord Pas de Calais est résolument engagée contre les OGM. Les endives rouges sont une espèce hybride, en l'occurrence un croisement entre chicorée rouge et endive. Les hybrides ne sont pas des OGM, à moins que le FN nous démontre qu'un mulet, hybride stérile engendré depuis des siècles par un âne et une jument, est un OGM. La logique de Marine Le Pen est toujours la même : faire peur, distiller le doute et créer des amalgames

Le FN et la pêche durable...

Le 21 octobre 2011, le groupe Front national présentait en Séance plénière une motion de soutien à la pêche artisanale. On pouvait y apprendre que le FN « ne cesse de plaider pour une pêche durable, inscrite dans des circuits courts, pour une consommation au plus près des lieux de pêche ». Cette motion aux accents écologistes était un prétexte à l'opposition entre pêche artisanale française et pêche industrielle étrangère, en l'occurrence belge et néerlandaise.

Un mois plus tard, le Front national s'abstenait en Commission permanente sur une délibération en faveur de l'Association France Pêche Durable et Responsable. Pour la cohérence, on attendra.

D'où vient leur discours écolo ?

Cette volonté de verdir le discours frontiste vient d'un homme, Laurent Ozon. Il a été propulsé au bureau politique, instance de direction du FN en janvier 2011 lors du Congrès de Tours, sur une décision unilatérale de Marine Le Pen.

Laurent Ozon se dit écologiste, mais version néo-droitière. Il appartient d'ailleurs au courant identitaire de l'extrême-droite dont le projet politique repose sur le triptyque « langue – sol – sang ».

Laurent Ozon faisait partie des experts que le FN souhaite mettre en avant pour crédibiliser son image. Il a du démissionner le 14 août 2011, un mois après avoir écrit sur son compte twitter au sujet des attentats d'Oslo : « Expliquer le drame d'Oslo : de 1970 à 2010, 58 fois plus d'immigrés d'origine afro-orientale. Vers la guerre civile ? ».

Le passage de Laurent Ozon, la seule inspiration «écologiste» au Front national, aura été fulgurant.

Extraits du programme front national sur l'écologie

L'écologie ne doit en aucun cas être synonyme de décroissance. Il convient au contraire de ne jamais négliger les implications des mesures écologiques sur la croissance économique, en visant systématiquement les décisions écologiques les plus favorables au développement de l'économie nationale. A cet égard, toute création d'impôt au nom de l'écologie doit être refusée.

... les énergies dites « vertes » ne sont aujourd'hui pas réalistes en l'état : à titre d'exemple, pour produire l'électricité nécessaire à la France, il faudrait installer 275 000 éoliennes, ou 5 milliards de mètres carrés de panneaux photovoltaïques (un département moyen), ou encore consacrer la moitié des terres cultivables françaises aux bio-carburants afin de remplacer notre consommation en carburants fossiles

... nous soutiendrons le programme ITER à Cadarache... Maintenir l'indépendance énergétique de la France et ses bonnes performances en matière d'émission de CO2 impose de conserver l'énergie nucléaire à moyen terme... La construction de l'EPR de Flamanville doit être poursuivie.

Assistés, Fraudeurs, Profiteurs, Fainéants : Déconstruire les idées reçues

Les minima sociaux sont trop élevés en France.

Non, la France est dans la moyenne européenne. Et les minima baissent : alors que le RMI représentait 50% du SMIC en 1988, le RSA socle n'en représente aujourd'hui que 42%, soit 474,93 euros pour une personne seule. Quels qu'ils soient, les minima sociaux restent encore aujourd'hui très en deçà du seuil de pauvreté. C'est donc un fantasme que de croire que le niveau des minima sociaux permet de vivre dignement sans activité.

Les étrangers viennent en France pour profiter des minima sociaux.

Il faut être en possession d'un titre de séjour et d'une carte de travail depuis au moins cinq ans pour bénéficier du RSA si on est natif d'un pays extérieur à l'Union européenne.

Les pauvres font des enfants pour toucher les allocations familiales.

Plus une famille pauvre s'agrandit, plus elle s'appauvrit : les dépenses liées à l'accueil d'un enfant sont supérieures aux 161 euros que rapportent la CAF. On ne peut vivre dignement des seuls minima sociaux.

Les gens font tout pour toucher le maximum d'aides.

La moitié des personnes éligibles au RSA ne le perçoivent pas car elles n'en font pas la demande. Les raisons sont multiples : peur d'être mis au banc de la société, manque d'accompagnement face à la complexité des démarches, manque d'information.

Il y a des pauvres méritants qui veulent s'en sortir et des pauvres fainéants qui se complaisent à vivre aux crochets de l'Etat.

Personne n'accepte de vivre dans la misère. Il faut relire les ouvrages de Paul Christophe pour voir que la distinction entre bon pauvre et mauvais pauvre existe depuis des siècles. On la retrouve étendue aujourd'hui entre le vrai travailleur qui souffre et le faux travailleur qui profite. Faute de s'attaquer à la pauvreté, on s'attaque aux pauvres.

Si on cherche vraiment du travail, on en trouve.

En 2010, 400 000 offres n'ont pas été pourvues par Pôle Emploi, ce qui ne signifie pas que les postes sont restés libres ou que les annonces n'étaient pas farfelues. Il n'existe aujourd'hui aucune étude chiffrée sur le

nombre d'emplois non pourvus en France, estimés très approximativement à 300 000.

Face aux 4,5 millions de chômeurs inscrits au Pôle emploi cette querelle de chiffres est dérisoire.

Et la mise en relation d'une entreprise avec un salarié potentiel n'est pas simple ni immédiate : qualifications, distance, circulation de l'information sont autant d'obstacles, et le temps entre l'offre et la prise de fonction crée une période où l'offre est logiquement non pourvue.

Les logements sociaux devraient être attribués en priorité aux gens qui travaillent.

C'est ce qui arrive aujourd'hui dans les faits, pour des questions de garantie sur le paiement du loyer.

Alors que chacun doit pouvoir disposer d'un logement décent en fonction de ses ressources, cette priorité aux salariés risque à terme d'accentuer encore la plus grande pauvreté, jusqu'à la perte du logement.

Les pauvres/immigrés sont des fraudeurs.

- Particuliers. La fraude aux prestations sociales (allocations familiales, RSA, API, etc.) est évaluée par la Cour des comptes à 3 milliards d'euros par an, concernant 1% des particuliers. 90% de ces 3 milliards sont récupérés après contrôles.

- Entreprises. La fraude aux prélèvements sociaux est évaluée entre 8 et 12 milliards d'euros, et concernerait 10% des entreprises.

- Impôts. La fraude fiscale en France est quant à elle évaluée entre 20 et 50 milliards d'euros par an selon les organismes.

Les plus pauvres sont en meilleure santé par ils ne paient aucun soin.

Un cadre vivra en moyenne 6 ans de plus qu'un ouvrier... et 16 ans de plus qu'un chômeur ! Les différences sociales de mortalité sont croissantes en France.

La CMU est une couverture maladie qui ne s'applique qu'aux soins les plus basiques, et en aucun cas aux soins dit « de confort ». Surtout, les chômeurs sont davantage exposés aux pollutions (cadre de vie, alimentation, etc.), ce qui favorise le développement de cancers et maladies cardio-vasculaires. Vivre moins bien et moins longtemps, c'est la double-peine du chômage.

Les pauvres ne paient pas d'impôts: faux.

Ci-dessous le taux moyen d'imposition, la somme des impôts directs et indirects

des 10% les moins riches :	environ 40%,
des 0,1% les plus riches :	environ 37%,
des revenus moyens :	de 45 à 48%.

Une réforme fiscale est nécessaire !